

**Arrêté n° PCICP2025097-0002**

Arrêté portant prescriptions complémentaires relatives à l'implantation de la centrale de valorisation énergétique et modification de la valeur limite d'émission des AOX par la société SAICA PAPER FRANCE sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE

—  
Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, Livre V – partie réglementaire et partie législative – Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les articles L. 511-1, L. 181-14, L. 121-18 et L.515-28 ; et R. 121-25, R. 122-2, R. 181-45, R. 181-46, R. 515-60 et suivants et R. 516-1 ;

**VU** la directive 2010/75/UE modifiée, relative aux émissions industrielles, dite directive IED ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

**VU** la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° BENV2017136-001 du 16 mai 2017 portant autorisation d'exploiter une unité de production de papier pour ondulé, sis Zone industrielle Les Guignons – 3 cours Baron Thénard – 10400 NOGENT-SUR-SEINE, par la société EMYN LEIDIER ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°PCICP2023191-0002 du 10 juillet 2023 relatif à la modification du site exploité par la société SAICA PAPER FRANCE ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025072-0002 du 13 mars 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le PPRI « Seine aval » approuvé le 9 janvier 2020 ;

**VU** le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Nogent-Sur-Seine, approuvé le 19/02/2014, révisé le 02/05/2019 et modifié le 27/01/20 ;

**VU** le récépissé de changement d'exploitant transmettant l'intégralité des droits attachés à l'arrêté préfectoral du 16 mai 2017 à la société SAICA PAPER EL ;

**VU** la déclaration de changement de dénomination sociale de SAICA PAPER EL vers SAICA PAPER FRANCE en date du 20 avril 2022 ;

**VU** la demande déposée par la société SAICA PAPER FRANCE le 2 novembre 2022 et les éléments joints à sa demande, concernant un projet de construction d'une centrale de valorisation énergétique alimentée par des déchets de bois fin de vie et sous-produits papetiers du site ;

**VU** les porter-à-connaissance déposés par la société SAICA PAPER FRANCE le 5 juillet 2024 et le 7 août 2024 ainsi que les éléments joints, concernant :

- la modification d'implantation de la centrale de valorisation énergétique,
- la ré-évaluation de la limite d'émission du paramètre AOX dans le rejet aqueux ;

**VU** les précisions apportées par l'exploitant et transmis par mail en date du 13 décembre 2024 concernant les besoins en combustible bois B par an et la production de déchets de la chaudière biomasse ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 23 décembre 2024 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 31 décembre 2024 ;

**VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date des 16 janvier 2025, 28 janvier 2025 et en dernier lieu le 19 février 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications demandées dans les porter-à-connaissance susvisés concernent l'implantation et ses équipements de la centrale de valorisation énergétique ainsi que le rejet aqueux des eaux de process de l'installation ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications ne rentrent pas dans le cadre de l'un des points prévus à l'annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que ces modifications ne sont pas soumises à évaluation environnementale systématique et ne font pas l'objet d'un examen au cas par cas conformément aux dispositions de l'article R.122-2 I du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la société SAICA PAPER FRANCE est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation, à exploiter une papeterie qui assure, exclusivement à partir de papiers à recycler, la production de papier pour la fabrication de carton ondulé, sur le territoire de la commune de Nogent-Sur-Seine ;

**CONSIDÉRANT** que société SAICA PAPER FRANCE est autorisée à mettre en place, sur son site, une centrale de valorisation énergétique par co-incinération de déchets de bois et sous-produits papetiers d'une puissance de 49,75 MW ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'actualiser les besoins en combustion bois B (rubrique 2791), la capacité de l'installation thermique (rubrique 2771), la quantité de déchet produit par an, ainsi que les rubriques 3532 et 3520-a, au regard du mélange (bois et sous-produits papetiers) ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications demandées n'impactent pas le classement ICPE du site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

**ARRÊTE**

**TITRE 1 PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

**CHAPITRE 1.1 AUTORISATION**

**ARTICLE 1.1.1.**

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement situées sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE et exploitées par la société SAICA PAPER FRANCE, désignée « exploitant » dans le présent arrêté.

**TITRE 2 NATURE DES INSTALLATIONS**

**ARTICLE 2.1.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté du 16 mai 2017 susvisé est modifié pour les lignes suivantes (rubrique 2791 et 2771) :

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique Installations Classées	Caractéristiques de l'installation	Régime
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j (A-2)	Préparation du bois en fin de vie et de sous-produits papetiers <u>Préparation du bois :</u> - Capacité moyenne : 186 t/j - Capacité en pointe : 40 t/h, soit 320 t/j (sur la base de 8h de fonctionnement par jour, en semaine) - Capacité annuelle : <b>65 405 t</b> <u>Préparation des refus papetiers :</u> - Capacité moyenne : 2,5 t/h fibreux et 3,45 t/h de refus pulpeur, soit environ 143 t/j - Capacité en pointe : 3,6 t/h fibreux et 5,45 t/h de refus pulpeur, soit environ 218 t/j - Capacité annuelle : 50 000 t	A
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	Chaudière de co-incinération alimentée par des combustibles solides non dangereux (bois fin de vie et refus papetiers) Capacité nominale du four : 8,11 t/h de bois fin de vie et 7,23 t/h de refus papetiers Capacité annuelle du four : <b>115 405 t/an</b> Puissance thermique nominale du four : 49,75 MW Pouvoir calorifique de référence des déchets de bois fin de vie : 12,72 kJ/kg sur brut ; 17,7 kJ/kg sur sec Pouvoir calorifique de référence des déchets de refus papetiers : 10,51 kJ/kg ; 18,29 kJ/kg sur sec	A

**ARTICLE 2.1.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR LA DIRECTIVE EUROPÉENNE 2010/75/UE RELATIVE AUX ÉMISSIONS INDUSTRIELLES, DITES « IED »**

Le tableau de l'article 1.2.2 de l'arrêté du 16 mai 2017 susvisé est modifié pour les lignes suivantes :

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique Installations Classées	Caractéristiques de l'installation	Régime
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE (A) : – traitement biologique, – prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération, – traitement du laitier et des cendres, – traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Préparation du bois en fin de vie et de sous-produits papetiers destinés à la co-incinération Capacité moyenne : <b>329 t/j</b> Capacité en pointe : 538 t/j	A
3520-a	Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (A-3)	Valorisation dans une installation de co-incinération de bois en fin de vie et de sous-produits papetiers Capacité moyenne : <b>13,7 t/h</b> Capacité en pointe : 15,35 t/h	A

**TITRE 3 GESTION D'EXPLOITATION**

**CHAPITRE 3.1 IMPLANTATION DE LA CENTRALE DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE**

**ARTICLE 3.1.1. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS**

L'article 1.2.6 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2023 susvisé est complété par ce qui suit et concerne les installations de la centrale de valorisation énergétique :

« L'implantation des installations de la centrale de valorisation énergétique est légèrement déplacé de quelques mètres à l'ouest.

Les évolutions concernant les principaux équipements du projet de centrale de valorisation énergétique sont présentées dans le tableau ci-dessous :

<b>DAE 2022 : hypothèse de modélisation</b>	<b>Projet mis à jour</b>
1 silo de stockage de 3 700 m <sup>3</sup>	Inchangé
Volume du bâtiment principale de la chaufferie : 18 660 m <sup>3</sup>	Quasiment inchangé : 18 560 m <sup>3</sup>
Volume du ballon vapeur chaudière : 19,5 m <sup>3</sup>	<b>25 m<sup>3</sup></b>
Zone de stockage bois 3 000 m <sup>3</sup> (Plateforme : 17 m x 69 m avec murs /muret sur 3 façades, Stockage centré : 15 m x 67 m x 3 m de haut)	<b>Dimensions de stockage inchangées mais léger déplacement vers le nord du site</b>
/	<b>Ajout d'un accumulateur de chaleur : cuve d'eau (1 500 m<sup>3</sup>)</b>

### **ARTICLE 3.1.2. AJOUT D'ACCUMULATEUR DE CHALEUR**

Après l'article 1.2.6 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2017 susvisé, est rajouté l'article suivant :

« Article 1.2.7. Ajout d'un accumulateur de chaleur :

Un accumulateur de chaleur (cuve d'eau) est implanté au milieu du projet de la centrale de valorisation énergétique sur une zone déjà prévue à l'imperméabilisation.

Les dimensions de la cuve sont les suivantes :

- Volume utile : 1 500 m<sup>3</sup>
- Diamètre intérieur : 11 mètres
- Hauteur totale : 16 mètres
- Température max de l'eau : 95°C
- Pression de service : atmosphérique
- Pression de calcul des parois de la cuve : -3/+2,5 mbars
- Matériau : INOX 316L
- Calorifuge : oui

Les conditions d'arrivée de la vapeur sont les suivantes :

- Fluide : vapeur surchauffée,
- Injection via 12 injecteurs de vapeur internes à la cuve, avec vanne de régulation du débit.

La cuve dispose de 2 soupapes de sécurité (une soupape de dépression tarée à -3 mbarg et une soupape de pression (évent) tarée à +2,5 mbarg).

Le procédé est le suivant : en cas de « casse papier », la vapeur produite par la Centrale de valorisation énergétique est envoyée dans la cuve d'eau froide. La vapeur est ainsi refroidie et l'eau initialement froide est chauffée jusqu'à 95°C. Afin de maintenir l'état liquide de l'eau dans la cuve, un capteur entraîne l'arrêt d'apport de vapeur si la température dépasse 90°C. L'eau chaude stockée est utilisable pour les besoins du site, notamment le réchauffage de l'appoint en eau déminéralisée et/ou de l'air de combustion. La plage de température de l'eau est de 15 à 95°C avec une moyenne de 30 à 40°C.

Phase travaux :

Les travaux comprennent notamment :

- La construction du radier (dalle béton de support de la cuve),
- Le montage de la cuve sur radier (opérations de soudure),
- Le montage du système de vidange et de trop-plein,
- Le montage de la passerelle sur la toiture ainsi que les garde-corps,
- Le montage de l'escalier relié à la passerelle du rack,
- La réalisation du calorifugeage de la cuve.

La durée des travaux est estimée à environ 3 mois.

La cuve et les tuyauteries associées font l'objet d'un essai de pression (épreuve hydraulique) avant mise en service.

### **ARTICLE 3.1.3. POTENTIELS DE DANGERS ET PHÉNOMÈNES DANGEREUX**

L'article 9.8.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2023 susvisé, est modifié comme suit :

« Les potentiels de danger liés à la centrale de valorisation énergétique sont situés sur le plan en annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2023 et sont complétés par l'annexe 1 annexé au présent arrêté.

Les zones d'effets des phénomènes dangereux identifiés n'impactent aucun bâtiment existant mais impactent la noue des Nageoires et ses berges au Nord des installations dans les scénarios d'explosion



du ballon de vapeur de la chaudière et d'incendie de la plateforme extérieure de bois fin de vie. Pour les effets de surpression, les distances des effets de bris de vitre sortent du site et atteignent la noue des Nageoires, la route départementale D919 au nord et le site industriel SOBEMO au nord. La zone du site SOBEMO impactée par les effets de bris de vitre est occupée par des stockages de matériaux (type parpaings en béton), un parking de véhicules légers, ainsi qu'un bâtiment dont les parois sont en bardage métallique (absence de fenêtres). Pour les effets thermiques, les effets létaux sortent également du site sur une zone non aménagée et très peu fréquentée.

À l'intérieur du périmètre du site ICPE, il convient de ne pas augmenter le nombre de personnes présentes par de nouvelles implantations hors de l'activité engendrant cette zone, des activités connexes et industrielles mettant en œuvre des produits ou des procédés de nature voisine et à faible densité d'emploi.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation d'autres locaux nouveaux habités ou occupés par des tiers ou des voies de circulation nouvelles autres que celles nécessaires à la desserte et à l'exploitation des installations industrielles.

Ces définitions n'emportent des obligations que pour l'exploitant à l'intérieur de l'enceinte de son établissement ainsi que pour les terrains dont il dispose de la maîtrise foncière à la date de notification du présent arrêté.

Pour garantir le maintien des zones de protection telles que définies au précédent article, l'exploitant s'assure que les zones d'effets des phénomènes dangereux sont maintenues dans l'état décrit dans le dossier de demande d'autorisation, et en particulier, en informant les propriétaires et exploitants (notamment l'exploitant du site SOBEMO) des terrains impactés et des risques induits. »

## **TITRE 4 AUTOSURVEILLANCE**

### **CHAPITRE 4.1 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS AQUEUX**

#### **ARTICLE 4.1.1. VALEUR LIMITE D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES APRÈS ÉPURATION POUR LE PARAMÈTRE AOX**

« L'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2017 susvisé est modifié comme suit pour le paramètre AOX :

	Concentration maximale sur un échantillon moyen 24h (mg/l)	Flux maximum journalier (Kg/j)	Flux spécifique maximum journalier (Kg/t)
<b>AOX</b>	<b>0,8</b>	<b>4,64</b>	<b>0,0052</b>

#### **ARTICLE 4.1.2. AUTOSURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES**

« L'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2017 susvisé est modifié comme suit pour le paramètre AOX :

Paramètre	Type d'échantillon	Fréquence	Type d'analyse	Point de prélèvement	Méthode d'analyse
<b>AOX</b>	<b>Moyen 24h</b>	<b>bimestrielle</b>	<b>Labo</b>	<b>Sortie station</b>	<b>NF EN 1485</b>

».

## TITRE 5 DÉCHETS

### CHAPITRE 5.1 DÉCHETS ÉMIS

#### ARTICLE 5.1.1. DÉCHETS ÉMISSIONS

L'article 5.1.7 de l'arrêté du 16 mai 2017 susvisé est modifié pour les lignes suivantes :

Type de déchets produits par la centrale de valorisation énergétique	Quantité prévisionnelle (t/an)	Conditions de stockage sur site	Filière de traitement
Mâchefers (19 01 12)	3150	Bennes	Recyclage inorganique (R5)
Cendres volantes (19 01 13*)	9100	Silo fermé	Recyclage inorganique (R5) ou Traitement physico-chimique avant élimination (D9)

## TITRE 6 NOTIFICATION - PUBLICATION - EXÉCUTION

### CHAPITRE 6.1 NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié la société SAICA PAPER FRANCE.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de NOGENT-SUR-SEINE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de NOGENT-SUR-SEINE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

### CHAPITRE 6.2 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de NOGENT-SUR-SEINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à la sous-préfecture de NOGENT-SUR-SEINE.

Troyes, le 07 AVR. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

#### Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.



## ANNEXE 1



Porter à Connaissance  
Modification de l'implantation de la Centrale de valorisation énergétique  
Site SAICA, PAPER de Nogent-sur-Seine (10)

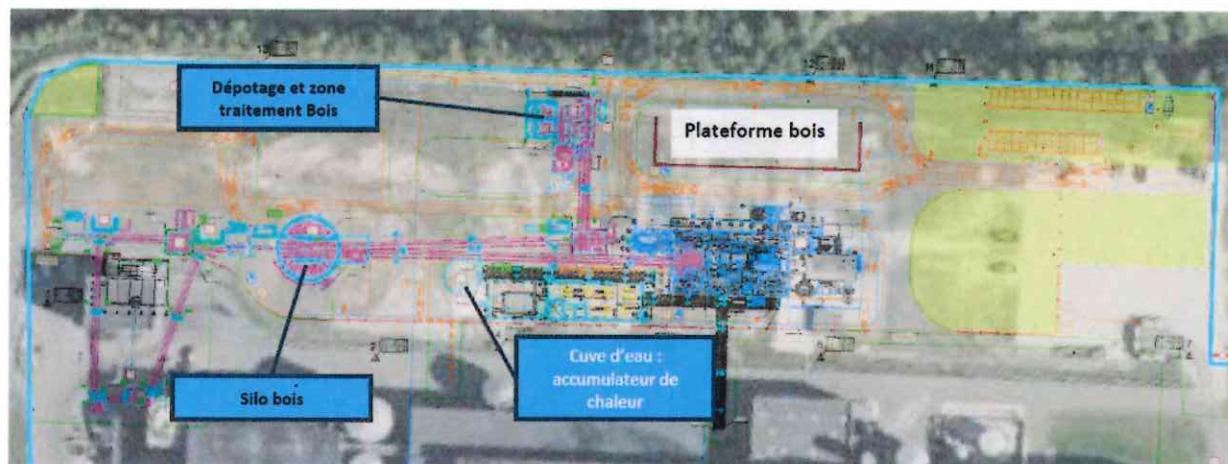


Figure 4 : Plan projet avec localisation de la cuve d'eau